

RDC : Pouvoir et opposition proches d'un accord sur une transition

@rib News, 23/12/2016 - Source Reuters Le parti au pouvoir en République démocratique du Congo et le principal bloc d'opposition se sont entendus sur le principe du maintien au pouvoir du président Joseph Kabila (photo) jusqu'à la fin de l'année prochaine, ont annoncé vendredi deux responsables de l'opposition. En contrepartie, le chef de l'Etat s'engage à ne pas chercher à modifier la Constitution pour pouvoir briguer un troisième mandat en 2017, ont précisé Martin Fayulu et José Endundo en citant le texte du projet d'accord.

Une personnalité issue des rangs de l'opposition va de plus être désignée Premier ministre, ont-ils ajouté. "Kabila va rester au pouvoir pour un an", a déclaré Martin Fayulu à Reuters. "Il ne cherchera pas à se présenter pour un nouveau mandat." Un porte-parole du gouvernement congolais n'a pas souhaité faire de commentaire sur cet accord, qui n'a pas encore été approuvé par les délégués participant aux négociations organisées sous l'égide de l'Eglise catholique. Jean-Marc Kabund, secrétaire général du principal parti d'opposition, l'UDPS, a prévenu que les négociations n'étaient pas terminées et qu'elles pouvaient encore échouer. "Aujourd'hui c'est le dernier jour (de négociations)", a-t-il dit à Reuters. "Ca passe ou ça casse." Les tractations visent à mettre fin aux manifestations et aux violences qui ont fait au moins 34 morts cette semaine en République démocratique du Congo (RDC), selon l'organisation Human Rights Watch. Si l'accord est confirmé, sa mise en oeuvre devrait être supervisée par l'opposant Etienne Tshisekedi, ont dit Martin Fayulu et José Endundo. Le mandat de Joseph Kabila a expiré lundi dernier à minuit. Les autorités de Kinshasa ont repoussé jusqu'en avril 2018 l'élection destinée à désigner son successeur, initialement prévue en novembre, officiellement pour des raisons logistiques et financières. Etienne Tshisekedi a dénoncé mardi un "parjure" et une "haute trahison" de la part du chef de l'Etat et appelé la population congolaise à la "résistance pacifique". La France a de son côté appelé l'Union européenne à "réexaminer" ses relations avec la RDC, tandis que l'Onu a dénoncé un usage excessif de la force de la part des forces de l'ordre congolaises.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});